



International Federation of Journalists - Africa Office

**Son Excellence Monsieur Mamadou Tandja
Président de la République du Niger,
Présidence de la République
Palais de la République
Niamey, Niger
Fax : + 227 20 72 27 07**

23 Novembre 2007

Excellence Monsieur le Président,

Au nom de la Fédération Internationale des Journalistes (FIJ), l'organisation mondiale qui représente plus de 600.000 journalistes dans 120 pays du monde, je vous exhorte à prendre des mesures énergiques pour obtenir la libération des deux journalistes accusés d'infractions pénales suite à leur couverture de la rébellion touareg au Niger.

Nous sommes très préoccupés par le maintien en détention de nos collègues et les graves accusations auxquelles ils font face en rapport avec leurs activités professionnelles.

Moussa Kaka, le correspondant au Niger de Radio France Internationale (RFI) et directeur de la radio privée *Radio Saraouniya*, a été arrêté le 20 septembre par des officiers de police et est détenu depuis lors.

Kaka a été inculpé de « complicité d'atteinte à l'autorité de l'état » pour des liens présumés avec les rebelles touareg du Mouvement Nigérien pour la Justice (MNJ). La peine maximale qu'il encourt s'il est déclaré coupable est l'emprisonnement à vie.

Les autorités ont mis sur écoute les conversations téléphoniques de Kaka avec des membres du MNJ. La présidence de RFI a déclaré que ses contacts relèvent « du travail normal d'un journaliste exerçant son métier dans le respect rigoureux des règles de la profession. »

Le 16 novembre, un juge a décidé de ne pas accepter comme preuve les enregistrements des conversations de Kaka avec les rebelles car ils n'ont pas été obtenus légalement. C'était la seule preuve que le procureur avait dans cette affaire. Sans aucune preuve contre lui, il n'y a plus de raison pour Moussa d'être inculpé ou en détention.



International Federation of Journalists - Africa Office

Le journaliste Ibrahim Manzo Diallo, rédacteur en chef du journal privé *Air-Info* a également été détenu depuis son arrestation par la police le 9 octobre et a été inculpé « d'association de malfaiteurs » sur des accusations selon lesquelles il a des liens avec le MNJ.

La FIJ estime que ces accusations sont aussi sans fondement et devraient également être abandonnées immédiatement. Nous soutenons les journalistes nigériens qui ont exprimé leur solidarité avec leurs collègues emprisonnés.

Nous vous demandons de prendre d'urgence des mesures pour obtenir la libération de Kaka et Diallo et de veiller à ce que toutes les accusations portées contre eux sont abandonnées. Nous vous demandons également de veiller à ce que tous les journalistes travaillant sur les questions liées à la rébellion puissent travailler en toute sécurité et indépendance et opérer dans toutes les parties du pays.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions de recevoir nos salutations sincères.

Gabriel Baglo,
Directeur du Bureau Afrique de la FIJ.

Copies à :

M. Mohamed Ben Omar,
Ministre de la Communication et Porte-parole du gouvernement
Fax : + 227 20 73 36 85

M. Dagra Mamadou
Ministre de la Justice, Garde des Sceaux
Fax : + 227 20 72 37 77